

le monde libertaire

rédaçtion
administraçtion
3 rue Fernaux
75011 Paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 Paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 292 JEUDI 14 DÉCEMBRE 1978 4 F

hebdomadaire

Espagne

PLACE AU

FRANQUISME

CONSTITUTIONNEL



Lundi 4 décembre, gare de l'Est

« CIVIL OU MILITAIRE PLUS DE SERVICE DU TOUT ! »

LUNDI 24 décembre, le hall de la gare de l'Est est rempli de jeunes soldats en partance pour leur garnison. Pour beaucoup, c'est le premier départ, ils n'ont pas encore le support des « copains ». Ils vont devoir faire leurs classes. Nous avons considéré comme important de les informer sur le rôle de l'armée et de la position antimilitariste des anarchistes.

45 militants de la F.A. sont donc intervenus subitement, par une distribution et un lâché de tracts. Un cercle se forme autour d'un camarade qui s'adresse aux soldats à l'aide d'un mégaphone, certains slogans étant repris par tous les camarades ainsi que par certains soldats.

Dans l'ensemble, il y a de l'étonnement dans la foule ainsi que l'apparition d'une certaine sympathie sur des visages. Avant l'arrivée de la police, les camarades se retirent de façon organisée. Personne n'a été inquiété.

FÉDÉRATION ANARCHISTE



Fop. 2520

Chronique sportive du Monde Libertaire

L'ÉQUIPE POUJADISTE MARCHAIS-CHIRAC OCCUPE LE TERRAIN

COMME l'équipe de France de football, la classe politique de notre pays, acculée dans ses buts par la crise, réagit en attaquant sur ses deux ailes. « Vas-y Marchais... tire au but Chirac, tire nom de Dieu! ». Les supporters s'impatientent! Je plaisante? A peine! Les politiciens lucides pensent sérieusement à demain, à l'après-Giscard! Nous voici revenus au beau temps de la Quatrième République alors que l'équipe Thorez-De Gaulle démolissait allègrement une constitution, où l'équipe Mitterrand-Edgar Faure constituait un dernier rempart bien

léger et où tous se retrouvaient pour se débarrasser de Mendès France qui prétendait casser un jeu politique qui, depuis le début du siècle, avait fait ses preuves.

Ce cirque que nous présentait les politiciens de l'avant-gaullisme marquait la décadence d'un régime né des enthousiasmes que suscitent toutes les après-guerres. Celui auquel nous assistons aujourd'hui marque la fin d'une royauté constitutionnelle, celle de De Gaulle qui, comme d'autres, a tenté de survivre avant de finir usée par la mort du « père ».

Au centre de ce problème politique, dont nous voyons se dérouler les crispations, il y a d'abord l'incompatibilité de deux hommes. L'un, Giscard, descendant de la grande bourgeoisie française née de la révolution de 89, libérale dans le domaine politique, dans le cadre de règles déterminées par elle-même, qu'elle considère comme l'héritage inaliénable de sa classe, et féroce chaque fois que ses intérêts économiques sont en jeu. Giscard, c'est Guizot, Thiers, Poincaré et plus près de nous Pompidou et quelques autres. Chirac, c'est l'aventurier politique sans scrupule, près à étrangler la gueuse si l'occasion se présente et assez casse-cou pour la faire naître au tournant de l'histoire, quitte à se casser les reins. Notre histoire est pleine de ces personnages qui, tels Tardieu, Laval, ne rêvent que de pouvoir, n'importe quel pouvoir, pour y faire leur politique, n'importe quelle politique, celle qui, après leur avoir

(suite page 8)

A la petite semaine

POLLUER EST UN DEVOIR CIVIQUE

« Plus on polluera, plus il faudra dépolluer! ». Ce n'est pas là l'amorce d'un discours pessimiste sur l'avenir écologique qui s'annonce. Au contraire, il s'agit de la formule pleine de promesses autour de laquelle est appelée à se bâtir l'une des composantes de la vie économique du pays : l'industrie de l'anti-pollution.

Mieux que de longs discours, les chiffres, comme on dit, parlent d'eux mêmes : 170 000 salariés, un chiffre d'affaire de 16 milliards... voilà ce qu'est déjà cette industrie naissante, promise à un avenir florissant pourvu que les Français suivent la voie du bon sens.

Et à la lecture de ces données, le bon sens qu'est-ce que c'est? Polluer! Polluer encore, bien sûr! Ne plus se laisser bercer par le discours écologiste,

certes plein de rêves généreux, mais combien éloigné de ces réalités pratiques!

En chœur avec l'argumentation à venir des représentants patronaux et syndicaux, disons-le dès à présent : ne plus polluer, ce serait, pour les uns, saper une économie déjà bien malade et faire le jeu de la déstabilisation politique ; ne plus polluer, ce serait, pour les autres, priver d'emplois des centaines de milliers de travailleurs qui s'en iront rejoindre les files grandissantes des chômeurs, et faire par là même le jeu du Grand Capital.

Et lorsque ces personnages, souvent opposés mais toujours unis contre l'aventurisme, vous parlent, n'est-ce pas, toujours, avec le langage de la Raison ?

FLORÉAL

Liste des groupes de la F.A. et permanences

PROVINCE

ALLIER : MOULINS
ALPES-MARITIMES : ANTIBES
AUBE : TROYES
B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
CALVADOS : HEROUVILLE - CAEN
DOUBS : BESANCON
EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUCE-
RON
GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL
GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC
ILLE ET VILAINE : RENNES
INDRE ET LOIRE : TOURS
ISERE : GRENOBLE
LOIRE ATLANTIQUE : NANTES
LOT : GROUPE DEPARTEMENTAL
LOT ET GARONNE : FUMEL - AGEN
MAINE ET LOIRE : ANGERS
MANCHE : ST-LO
MORBIHAN : LORIENT
NIÈVRE : NEVERS
NORD : VALENCIENNES
ORNE : LA FERTÉ MACÉ-FLERS
PYRÉNÉES ATLANTIQUES : BA-
YONNE - BIARRITZ
RHÔNE : LYON
HAUTE-SAVOIE : ANNECY
ANNEMASSE
SEINE MARITIME : ROUEN - LE
HAVRE
SOMME : AMIENS
TARN ET GARONNE ET AVEYRON :
VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
VAR : RÉGION TOULONNAISE
YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTE-
MENTALE
HTE VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE
SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS PROFESSIONNELLES

LIAISON INTER - ENTREPRISES
DES ORGANISMES SOCIAUX
LIAISON DES POSTIERS
LIAISON DES CHEMINOTS
(édite *Voie libre*)
LIAISON DU LIVRE
CERCLE INTER-ENTREPRISE DE
CALBERSON (Paris 18^e)
CERCLE INTER-BANQUES

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les
arrondissements suivants : 2^e, 5^e,
10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e,
20^e.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTOY
- GROUPE ESTUDIANTIN DE
FRESNES-ANTOY
- MASSY PALAISEAU
- MASSY
- ORSAY BURES
- SAVIGNY SUR ORGE
- CORBEIL ESSONNES
- BRUNOY ET LIAISON SEINE ET
MARNE
- DRAVEIL

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY SUR MARNE,
CHELLES
- MONTREUIL

BANLIEUE OUEST

- NANTERRE-RUEIL
- VERNEUIL-LES MUREAUX
- ISSY LES MOULINEAUX, MEUDON
BOULOGNE BILLANCOURT

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE LA GARENNE
ST OUEN
- ASNIÈRES
- COURBEVOIE, COLOMBES
- SEVRAN, BONDY
- ARGENTEUIL

* * *

LIAISONS

De l'Aisne, Florac, La
Rochelle, Vierzon, Bégard, Concar-
neau, Brest, Centre-Bretagne,
Montpellier, Cherbourg, Chinon, St-
Sever, Vendôme, Montoire, Blois,
St-Etienne, Le Puy, Laval, Metz,
Clermont Ferrand, Strasbourg, Nord
Seine et Marne, Poitiers, Bourgois,

Groupe Maurice Favolle de Tours : tous les lundis à partir de 20 h et tous les
mercredis de 15 à 17 h, dans les locaux du P'tit rouge de Touraine 10, rue Jean
Macé à Tours.

Groupe Paul Mauget d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie
La tête en bas - 17, rue des Poitiers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de Culture et liberté
72, bd Eugène Pierre, 13 005 Marseille.

Groupe Orsay-Bures : les seconds et quatrième vendredi de chaque mois, à la
Maison pour Tous de Courdimanche, Les Ulis, de 20 h à 22 h, salle Charlie Cha-
plin.

Groupe Hédonien de Fumel : point de rencontre possible, au bar de l'Arnaque,
17, rue Léon Jouhaux, tous les soirs après 21 H.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle Jean Ros-
tand, rue Montebello à Toulon.

Groupe Jacob : le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h à 16 h, au 51 rue
de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Emma Goldman : le jeudi de 17 h à 20 h et le samedi de 16 h à 18 h,
au 51, rue de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Louise Michel : tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10 rue Robert
Planquette, Paris 18^e.

Groupe Proudhon de Besançon : tous les samedis de 15 h à 17 h, 97 rue Battant
à Besançon.

Groupe de Lyon : tous les samedis à partir de 15 h au local ACLR (rez-de-chaus-
sée) 13, rue Pierre Blanc à Lyon.

Groupe La Boétie : les seconds et quatrième mercredis de chaque mois à 20 h 30.
Centre administratif, mairie d'Asnières.

Groupe Jules Durand, Le Havre et sa région : dans les locaux du Cercle d'Etudes
Sociales, 16, rue Jules Tellier au Havre. Le lundi de 14 à 19 h, le mercredi de 15
à 19 h, le samedi de 15 à 19 h.

Groupe Germinal : tous les jeudis de 19 à 20 h, café Le Métropole, avenue de la
République à Issy les Moulineaux (face au terminus des bus 126 et 190). Tous les
mardis de 19 à 20 h, petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, Paris
15^e (métro : Boucicaut).

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h et le samedi
de 14 à 18 h, en son local 7, rue du Muguet à Bordeaux.

LE MONDE LIBERTAIRE

Redaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
Tel. 805.34.08 CCP Publico 11289-15 Paris

	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois	35 F	55 F	40 F
6 mois	65 F	110 F	80 F
12 mois	125 F	210 F	150 F

* Tarif Etranger: RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada.

Abonnez vous

BULETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus). Pays

Abonnement Reabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre-poste.

Au cours de ses permanences
du vendredi soir
le groupe d'Angers organise
des réunions-débats

VENDREDI 15 DÉCEMBRE
L'ANTIMILITARISME

VENDREDI 22 DÉCEMBRE
LES COMMUNAUTÉS

VENTES DU ML A ROUEN

Le samedi après-midi
centre St-Sever
ou rue du Gros Horloge

Le dimanche matin
au clos St-Marc

A l'appel du groupe
Proudhon de Besançon
meeting de la CNT espagnole

LUNDI 18 DÉCEMBRE
à 20 h 30

salle Battant à Besançon
L'ANARCHO-SYNDICALISME
ET L'APRES FRANQUISME

Avec la participation
de deux membres
du comité national

Tous les anarchistes de La-
val et de la Mayenne peuvent
s'adresser aux R.I., 3, rue
Ternaux à Paris 11^e, qui trans-
mettront au groupe anarchiste
de Laval en formation.

Le groupe libertaire

Louise Michel
organise
10, rue Robert Planquette
75 018 PARIS

JEUDI 14 DÉCEMBRE
LA FÉDÉRATION
ANARCHISTE DEVANT LES
PROBLÈMES DE CE TEMPS

Le groupe libertaire

Fresnes-Antony
vient d'éditer
un calendrier
pour l'année 1979
afin de soutenir
sa collection de brochures
« Volonté anarchiste »

Prix : 12 F l'unité

33% de réduction
à partir de 5 exemplaires
Adresser vos commandes

à Publico
3, rue Ternaux
75 011 PARIS

Ventes militantes
du groupe Kropotkine
d'Argenteuil

Gare centrale
lundi de 18 à 19 h
vendredi de 7 à 8 h
et de 18 à 19 h

Gare du Val
lundi de 7 à 8 h
jeudi de 18 à 19 h

Lycée Romain Rolland
samedi de 11h 30 à 13 h

Parunis
dimanche de 10 h 30 à 12 h

Enghien les bains
gare
jeudi de 7 à 8 h

Directeur de la publication

Maurice Laisant

Commission Paritaire n° 55 635

Imprimerie « Les marchés de France »

44, rue de l'Ermitage Paris 20^e

Dépot légal 44 149 - 1^{er} trimestre 77

Route 205 - Publi Routage

Diffusion SAEM Transport Presse

SOUTENEZ LE MONDE LIBERTAIRE ABONNEZ VOUS

Jusqu'à la fin décembre
vous pouvez vous abonner
à l'ancien tarif

ANCIEN TARIF

Normal	Sous pli
3 mois/35 F	55 F
6 mois/65 F	110 F
12 mois/125 F	210 F

NOUVEAU TARIF (à compter du 1/1/79)

Normal	Sous pli
3 mois/50 F	78 F
6 mois/95 F	150 F
12 mois/180 F	280 F

* * *

Etranger	Diffusion	Etranger	Diffusion
3 mois/40 F	3 mois/5 ex. 95 F 3 mois/10 ex. 170 F	55 F	3 mois/5 ex. 125 F 3 mois/10 ex. 225 F
6 mois/80 F	6 mois/5 ex. 180 F 6 mois/10 ex. 300 F	110 F	6 mois/5 ex. 240 F 6 mois/10 ex. 400 F
12 mois/150 F	12 mois/5 ex. 300 F 12 mois/10 ex. 500 F	210 F	12 mois/5 ex. 400 F 12 mois/10 ex. 700 F

Pour les envois par avion, nous écrire!

ABONNEMENT DE SOUTIEN (1 an en envoi normal)

250 F

Les abonnements se prennent à
PUBLICO - CCP 11 289 15 M PARIS
3, rue Ternaux - 75 011 PARIS

Une nouvelle affiche...

Liberons les ondes!

Prenons la Parole!



FÉDÉRATION ANARCHISTE

Cette affiche, éditée par le groupe de la région toulonnaise,
est en vente et peut être commandée à Publico, 3 rue Ternaux,
75 011 Paris. Son prix : 0,50 F l'exemplaire au-dessus de 10,
et 1 F l'exemplaire au-dessous de 10 affiches.

Breizh échos

GUINGAMP — La situation ne s'améliore pas à l'AOIP. La direction parisienne a annoncé pour 1982 1 300 licenciements à Guingamp, 730 à Morlaix et 180 à Béziers. A Guingamp la garantie de l'emploi est acquise jusqu'à décembre 1979. Cependant « on » dit que chaque employé a été défilé devant la direction cette semaine.

Attentat FDSEA contre le commissariat de police. Des cocktails molotov ont été lancés (une voiture détruite) et des inscriptions contre les montants compensatoires. Les agriculteurs cherchent toujours à arriver à bon port.

Par ailleurs, la création d'une école maternelle en breton (DIWAN) est pressentie. Excellente initiative pédagogique face à la concurrence enseignement public et enseignement catholique roman.

PLOUARET — Les gendarmes mobiles empêchent toujours les 100 à 200 manifestants (élus en tête) qui tentent chaque jour à tenter de sauver la ligne SNCF Plouaret-Lannion, alors que SCNF-Paris a décidé la suppression d'arrêts de plusieurs convois à Plouaret. Aucun incident pour l'instant.

DINAN — Au cours des 9 premiers mois de cette année, 16 fermetures d'entreprises sur 77 dans les Côtes du Nord sont intervenues à Dinan région, le 1/3 des licenciements du département : 239 sur 702. En même temps 57 entreprises ont licencié. Ainsi, comment espérer vivre, décider, travailler au pays ? Et la population du pays de Dinan représente 1/5 de celle du département...

AMÉLAR 22 140



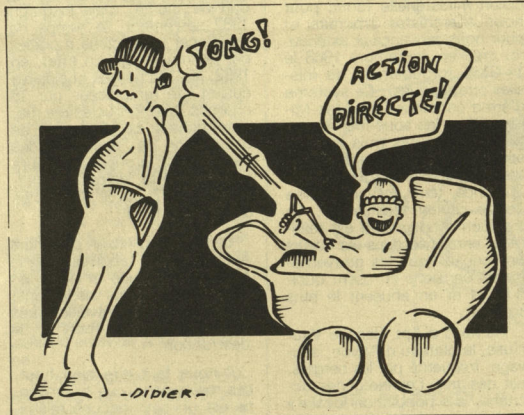
BON, 15 ANS POUR
CETTE FOIS CA VA
MAIS LA PROCHAÎNE
FOIS JE VEUX MON
BAGNE !!!

JUSTICE EST FAITE!

VOUS AVEZ DIT ENFANCE ?

Vous avez dit « enfance » ? J'ignorais que cette « race » existait encore... Pauvre enfant... Anéanti par l'éducation, soumis aux désirs et aux phobies du milieu familial et adulte prématuré, voilà que maintenant, et ceci pour quelques temps, il est placé au centre de la société de consommation qui fait de lui la proie favorite des marchands de jouets. Vous savez, de ceux qui, à Noël, vous offre du rêve officialisé à défaut d'avoir assez d'imagination pour vous donner de la liberté : le voilà bourreau PDG d'une société à actions, le voilà bourreau pour

poupées en plastique, le voilà apprenti flic, le casque sur la tête et la matraque à la main, le voilà instituteur, le voilà apprenti phalocrate, là voilà apprenti maman exerçant ses futurs travaux sur une poupée qui, oh! miracle, trouve le moyen de pisser au lit. Enfin bref, la gamme proposée ne se distingue guère par son originalité et disons tout de suite que ceux qui développent l'esprit créatif de l'enfant, et ils sont rares, rendent cardiaques les portefeuilles soumis aux lois du SMIC...



ses, non pas pour les posséder mais pour vivre en parfaite harmonie avec ces « objets » de connaissance. En lui-même, le jouet est une véritable méthode pédagogique qui devrait permettre à l'enfant d'exploiter au maximum ses possibilités créatrices, mais à condition que ce jouet soit pour l'enfant un stimulant à la connaissance et qu'il ne soit plus un avant goût de la hiérarchisation sociale mais surtout qu'il ne soit plus une mise en garde de l'Etat envers l'enfant au cas où celui-ci aurait dans l'idée de combattre l'ordre étatique.

Certains vont penser que nous possédons l'esprit fermé quant aux chances de réalisation d'un

savoir désintéressé qui ne soit plus au service d'un impérialisme culturel donc arme d'oppression. Quand nous disons que cela se réalisera dans une société libertaire où l'individu, quel qu'il soit, aura un droit absolu à l'existence, non pas vis à vis d'une organisation sociale hiérarchisée et centralisée, mais droit à l'existence et à la connaissance vis à vis de lui-même!

Et pour terminer, un conseil aux enfants : puisque le Père Noël est toujours en activité, bouchez vos cheminées pour qu'il vous vote la paix avec ses jouets répressifs.

Frantz OLLIVIER
(Gr. Cadillac)

Un jour comme les autres à Metz

RUE DE LA RÉPRESSION

18 octobre : après une journée de boulot, les travailleurs immigrés réintègrent leurs cages (pardon, foyers) mais ô surprise, quelques uns de leurs camarades voient leur porte bouclée. Les flics sont venus dans la journée pour les expulser. Les malheureux n'avaient pas payé leur loyer. Le comité de résidents décide d'aller manifester son désaccord avec de telles pratiques. A peine ont-ils fait 200 mètres qu'une horde de flics leur tombe dessus à coups de matraques. Bilan : quelques immigrés se retrouvent à l'hôpital avec des fractures (ils couraient trop vite...).

Aussi le comité de résidents avec le comité de soutien des foyers en lutte ont apposé une plaque à l'endroit du massacre, baptisant le carrefour « Place du 18 octobre - Rue de la Répression ».

Nous avons oublié de vous dire que cela se passait dans la banlieue de Metz et qu'il s'agit des foyers appartenant à la Sonacotra.

A ce jour, les flics continuent d'expulser les résidents en grève. La lutte jusqu'à la victoire, disent-ils.

Mais bientôt les luttes cesseront faute de résidents. Alors...

Liaison de Metz

COMMUNIQUÉ

« Les prisonniers politiques bretons, détenus à Fleury-Mérogis, condamnant, quels qu'en soient les auteurs, l'attentat commis à Paris contre le BHV.

Aucun militant breton ne saurait se rendre coupable d'un acte aussi meurtrier. Toutes les actions à mettre à l'actif du FLB-ARB ont été faites dans un but symbolique en prenant bien soin de ne blesser personne ; la seule victime à déplorer était un membre du FLB-ARB.

Ayant été mis en cause par « un coup de téléphone anonyme », nous tenons à nous démarquer totalement de cet acte visant délibérément à tuer, qui ne peut être que l'œuvre d'un provocateur ou d'un déséquilibré.

Pour les détenus bretons de Fleury-Mérogis.

Les détenus politiques bretons

De quelle justice voulez-vous parler ?

SANS donner dans la chronique des chiens écrasés, on ne peut omettre de parler de ces petits faits qui font que cette société devient de moins en moins supportable pour celui qui sait regarder ce qui se passe autour de lui.

Ainsi, depuis le 28 octobre dernier, un garçon de 16 ans est en prison préventive pour avoir volé... 1 F 80 à des gamins de 12 ans, sans violence. Le juge chargé des mineurs au tribunal de Créteil refuse sa mise en liberté. Il n'y aurait bien sûr pas de place ici dans notre journal pour écrire tous les qualificatifs qui permettent de définir ce juge méticuleux!

La justice est ainsi faite dans notre belle société de classes : un gosse est enfermé pour avoir dérobé 1 F 80 alors que nos chers capitalistes continuent d'escroquer des milliards dans la fraude fiscale. Tandis que cet adolescent croupit derrière des barreaux, les assassins fascistes de Pierre Maître, eux, sont en liberté, et le gouvernement français continue d'alimenter les racistes d'Afrique du Sud ou les fascistes d'Iran.

Bien sûr, la justice n'existe pas dans ce pays, cela on le savait, comme on savait que juges et magistrats ne sont que guignols et pantins au service de la classe dominante.

Lorsque dans un pays on enferme des mômes pour un vol et qu'on laisse courir truands et assassins officiels, alors nous avons tout à craindre d'une telle société.

Louis
(Gr. Angers)

Sud-Champagne informations

Au centre hospitalier de Troyes, un manipulateur d'électroradiologie avait pris une dose de rayons X assez importante. La direction, après l'avoir « engueulé », lui a envoyé une lettre dont voici un extrait : « ... toute récidive de votre part serait considérée comme une faute professionnelle et entraînerait une sanction disciplinaire ». La dite direction n'a pas cherché à savoir pourquoi cet individu prenait des rayons (radios en salles d'urgences fréquentes, gardes nombreuses, radios en salles d'opérations fréquentes). De même la note de fin d'année - eh! oui, la maternelle n'est pas très loin! - a été diminuée pour la même raison (de cette note découle la prime annuelle qui remplace le 13^e mois). C'est chouette comme hôpital, il fait bon y travailler sous les ordres d'une hiérarchie débile (comme toutes les hiérarchies).

Là-haut sur la montagne

En région Rhône-Alpes, pour une meilleure et plus efficace propagande, différents groupes anarchistes se rencontreront le 17/12 à Romans. Pour l'adresse et autres renseignements, prendre contact avec Jesus Perez, 20, rue Nicolas 26 100 Romans.

Toujours dans les hauteurs, vous trouverez au 21, chemin de Halage à Grenoble, un atelier travaillant la sérigraphie et l'offset.

NIRE

er

TARIF
1/1/79

ous pli

78 F

150 F

280 F

usion

5 ex. 125 F

0 ex. 225 F

5 ex. 240 F

0 ex. 400 F

5 ex. 400 F

0 ex. 700 F

TIEN

RS

...

STE

toulonnaise,
ue Ternaux,
ssus de 10,

en bref...en bref...

Antimilitarisme

L'Union Pacifiste a tenu son congrès à Suresnes. Ce fut l'occasion pour tous les participants de confirmer leur opposition à toute armée et leur indéfectible attachement au désarmement unilatéral. Vous trouverez ci-dessous les grandes lignes de la motion finale :

— L'UPF rappelle que le combat contre toutes les guerres entraîne individuellement la lutte contre tous les militarismes, toutes les armées, tous les nationalismes.

— L'UPF est solidaire de tous ceux qui sont poursuivis pour leurs opinions et leurs propagandes antimilitaristes.

— Elle constate que l'idée du désarmement unilatéral s'étend en Italie, en Suisse, au Danemark.

— Elle soutient les camarades du FRI qui entreprennent un tour du monde pour inciter aux initiatives unilatérales de désarmement.

— Elle dénonce tous les systèmes politico-économiques basés avant tout sur la fabrication, le commerce, le trafic d'armes ainsi que la duplicité de tous les gouvernements.

— Elle met en garde les travailleurs contre la création d'une Europe super-puissante qui, en concurrence avec les autres blocs, pourrait préparer une nouvelle guerre mondiale.

— Elle réaffirme enfin que la défense de l'homme est opposée à toute défense nationale.

Jean-Pierre Bocheureau refuse toujours son fascicule de mobilisation.

Il est poursuivi pour insoumission et passera en procès le 15 du mois à 14 h au tribunal de grande instance de Guingamp.

Nouveau cas de répression à l'armée, 5 signataires de la « pétition transport » ont été condamnés le 17 novembre à des peines allant de 30 à 60 jours d'arrêts de rigueur.

Pour tout contact : J.P. Bocheureau, 15 résidence Corlay - 22 300 Lannion.

Bernard Merand, objeteur, passera le 21/12 au tribunal correctionnel de Rennes Collégial pour désertion. Il a en effet préféré faire son service civil au centre rennais d'information pour le développement et la libération des peuples plutôt qu'à l'ONF. L'armée n'a pas apprécié du tout cette initiative.

Après le procès de 4 renvoyés de livrets, qui s'est tenu à Gap le 29/11, un nouveau procès de 2 renvoyés aura lieu le 21/12 à Digne.

Envoyez vos lettres de soutien à A.P. Condette et Georges Rit à Mr. le président du tribunal correctionnel, palais de Justice à Digne.

Ecologie-Energie-Survie

Les 16 et 17 décembre, de 14 à 15 h, plateau Beaubourg à Paris, les écologistes informent les Parisiens (et les autres) de leurs projets sur le nucléaire et les énergies nouvelles.

Si vous avez quelque chose à dire, à montrer, à diffuser, le chemin vous est ouvert.

MILITARI, DEFORO!
MILITAIRES, DEHORS!

Du nouveau sur le plateau d'Albion. Paraîtrait que le nombre des missiles nucléaires serait réduit de moitié d'ici 1982. Préchant sans vergogne la théorie du désarmement, le noble président de cette république qui nous régit nous aussi en Provence, Giscard d'Estaing, aurait-il voulu donner l'exemple ? Les propositions anarchistes de désarmement unilatéral et total auraient-elles été entendues par ses augustes oreilles ? Le silence glacial et angoissant des média sur les propositions anarchistes aurait-il donc pu être percé ?

Il m'est pénible de répondre à ces questions par la négative, comme vous vous en doutiez certainement.

Rappelons les faits : une décision ministérielle (donc pour nous anarchistes arbitraire et pour nous provençaux extérieure) crée en septembre 1968 le 1^{er} GMS (groupement de missiles stratégiques). Ce système d'arme constitue, avec les Mirage IV et les sous-marins nucléaires, une des trois composantes de la force française de dissuasion. Bien sûr, la Haute-Provence, terre occitane, héritée de ce cadeau pestilentiel. La tradition d'hospitalité est tellement enracinée dans les cœurs provençaux que les gouvernements parisiens en usent quelquefois et en abusent le plus souvent.

Au nord d'Apt, dans le Vaucluse, le plateau d'Albion, sauvage, fréquenté par les bergers, est désigné. Les indigènes occitans, la « population locale » comme ils disent, rouspètent bien un peu mais ils sont vieux, ils sont peu nombreux et leur naïveté campagnarde, leur rusticité font qu'ils se plient en accumulant, au plus profond d'eux, ce sentiment nouveau : la haine des « estrangiers ».

Dix ans après, de serviles journalistes croient bon d'annoncer que le 1^{er} GMS a réussi son intégration. Comment ? Parce qu'il a construit des routes rendant mieux accessible le pays. Mais le pays, lui, il n'avait pas besoin d'être plus accessible qu'il ne l'était déjà. Les drailles des bergers suffisaient largement pour les troupeaux de moutons. Il est vrai qu'une route goudronnée est, malgré tout, plus adaptée aux troupeaux de touristes... Il y a eu aussi « un essor économique local consécutif à la présence des familles des cadres et techniciens militaires de très haut niveau ». D'abord, les militaires nous ont, en Provence, de tout temps emmêlés, et ont toujours été reçus avec ce sourire condescendant et méprisant de l'homme libre pour l'imbécile content de l'être. Ensuite, un militaire n'est pas, par essence, quelqu'un de « haut niveau ». C'est une larve, une carpelette doublée dans la plupart des cas d'un faïnéant, d'un sac-à-vin et d'un homosexuel refoulé. Du point de vue humain, le militaire a un retard considérable et appartient encore à un genre proche de l'animalité. Que ceux qui n'en sont pas encore convaincus aillent se faire encaserner pendant un an et je suis certain qu'à leur élargissement ils auront changé d'avis.

Les charges nucléaires des ogives sont placées dans 18 silos lance-missiles. D'une puissance de destruction déjà terrifiante, le nombre de ces char-

ges nucléaires va certes être réduit de moitié, mais jusqu'en 1982 seulement, le temps de remplacer les anciens modèles par les nouveaux. En effet, en 1982, les 18 charges nucléaires auront été remplacées par 18 chargés thermo-nucléaires mégatonniques. La puissance de destruction de l'ensemble des missiles du groupement aura été, par cette opération, multipliée par 7 ou 8 ! Tu parles d'une réduction !

Le plateau d'Albion deviendra encore plus le tabernacle de la connerie humaine et nous, en Provence, nous aurons la honte d'habiter et de travailler près de ces engins de mort et de destruction.

Il nous faut dire bien haut, dès maintenant, que la Provence est un pays occupé militairement par une puissance étatique extérieure, comme toutes les autres régions de ce qu'il est convenu d'appeler « la France ». Il y a, dans notre pays provençal, 83 872 militaires et assimilés qui nous pompent l'air, qui mangent un pain qu'ils nous volent, qui nous parasitent. Pour ne parler que de lui, le département du Var est devenu le département le plus militarisé de France. Son ex-chef-lieu, Draguignan, ressemble à Sedan. Avec 40 000 hectares, l'armée d'occupation et d'abjection détient et stérilise 6,7% du territoire varois. Elle constitue, de fait, le plus gros propriétaire foncier, au mépris de la règle d'or qui exige que la terre soit à celui qui la travaille. Le camp de Canjuers couvre d'un seul tenant une superficie de 36 000 hectares (pour donner un ordre de grandeur, l'armée prétend vouloir occuper 13 900 hectares sur le Larzac, autre terre occitane).

La Légion Etrangère, ce repaire de tarés, de malades et de désaxés, a son quartier général à Aubagne à vingt bornes de Marseille. Les armes à destination du Moyen-Orient sont embarquées dans le port marseillais.

Nous crachons notre mépris au visage scléroté de toute armée, mais quand, en plus, cette armée devient une armée d'occupation, il ne s'agit plus de francs (celui de l'Education est de 80 873 millions. de francs), Mr. Yvon Bourges disait le 25 septembre dernier : « Ce budget militaire est bon parce qu'il permet de conduire une action de longue haleine ». Cette haleine est fétide, elle ferait pâlir un cure-dent. Elle nous empeste cette haleine, Mr. Bourges !

Bernard APPY
(Gr. E. Reclus)

LARZAC, ET MAINTENANT ?

710 kilomètres depuis les Causses jusqu'à Paris. Sur tous les points de vue, la marche organisée par les paysans et les comités Larzac fut un véritable succès, tant par le nombre spectaculaire de militants venus de tous les coins de France manifester à Paris; que par la solidarité qui s'est exprimée tout le long du trajet entre Millau et la capitale. Le pari de re-populariser une lutte vieille de huit ans est gagné par les paysans, celui d'aller maintenant vers la victoire totale, c'est-à-dire l'abandon pur et simple de l'extension du camp militaire du Larzac, soulève de nombreux débats et interrogations non seulement parmi ceux qui ont soutenu la lutte mais aussi chez les paysans eux-mêmes.



Plusieurs constatations s'imposent :

— la lutte pour garder le Larzac dure maintenant depuis 8 ans. Elle donne aux paysans un caractère particulièrement militant, courageux et combatif.

— depuis le début, et malgré des tentatives de manœuvre politicienne allant du CDS à la GOP en passant par le PS, la direction de la lutte fut totalement assumée par les paysans eux-mêmes.

— ce combat symbolise la résistance paysanne face aux attaques du pouvoir. Il fit appel à l'unité des travailleurs des villes et des champs, devenant un phare de lutte qui cristallisait autour de lui les espoirs de milliers de gens.

— les formes de lutte furent très diverses et souvent originales : rachat de terres, renvois de livrets militaires, refus de redistribution de 3% de l'impôt, construction d'une bergerie, labour des terres appartenant à l'armée, etc.

A tous points de vue, la lutte qu'ont menée et que mènent encore les paysans du Larzac est donc exemplaire. Elle reçoit à ce titre tout notre soutien. Mais de l'entretien qu'ont eu les délégués du plateau avec Masson, chef de cabinet du ministre de la Défense, ouvre maintenant de nouvelles perspectives aux paysans qui peuvent aller dans un sens ou dans un autre. Chacun sait que celle-ci fut très discutée par les marcheurs et que les observations qui en sortirent sont loin d'être unanimes.

Quoi qu'il en soit, et preuve

en est que chez eux la démocratie directe n'est pas un vain mot, les paysans sont retournés sur le plateau pour en discuter avec tous ceux qui sont directement impliqués dans la lutte ; ils réservent donc leur position. Mais nous pouvons d'ores et déjà affirmer que cette entrevue ne remettait rien en cause puisqu'il n'a jamais été mis en question les 17 000 hectares cédés à l'armée. Le gouvernement a seulement exprimé le souhait que « les paysans restent dans leur environnement ». A juste titre, les Larzac ont bien noté au cours de leur conférence de presse qu'il s'agissait avant tout de conserver les outils de travail, fermes et terres.

Tout se joue désormais sur le plateau. Sous peine d'un cinglant mécontentement populaire,

le gouvernement ne peut pas se permettre de rester totalement sur ses positions et d'expulser purement et simplement les paysans. Il lui faut manœuvrer et c'est bien là que se situe tout le problème. Les députés CDS du département apportent leur soutien aux paysans, le gouvernement sait parfaitement que l'usure joue chez les réfractaires ; il n'est donc pas étonnant que certains envisagent une négociation d'où ressortirait un savant compromis incitant les paysans à mettre leur lutte en sourdine. S'ils acceptent, le Larzac est définitivement foutu ; les chars qui sentent la mort auront tout loisir de labourer le Causses à leur manière.

Nous avons toujours eu la sainte horreur de nous comporter en donneurs de leçons et jamais nous n'agirons comme tels. Mais qu'il nous soit permis simplement de rappeler ici que si la lutte des paysans fut synonyme pendant huit ans d'un mouvement de masse, populaire et antimilitariste, c'est bien grâce au fait que les paysans ont su empêcher au long de ces années la récupération politicienne de leur lutte. Aujourd'hui, c'est dans ce sens qu'ils doivent continuer. Non, il ne faut pas tergiverser avec les promesses du pouvoir quand bien même les paysans sont reçus par un chef de cabinet à la demande de Giscard.

Paysans, vous devez rester sur vos terres ! Contre l'armée, pour vivre et travailler au pays, nous sommes solidaires !

Pierre BIGORNE

LA LIAISON DES CHEMINOTS ANNONCE

LA PARUTION DE

Voie Libre n° 8

Au sommaire

De la grève sauvage...

Du côté du matériel

En vente à Publico

L'action directe

Le plan Guillaumat

Grèves sur la région lyonnaise

1 F

Offrez utile...

EN CE MOMENT, VOUS POUVEZ TOUJOURS
BÉNÉFICIER D'UNE RÉDUCTION DE 25%
SUR CERTAINS LIVRES ET DISQUES
VENDUS A PUBLICO

Le juge Roy Bean en pays bordelais!

A l'instar du Capital qu'elle sert avec dévotion, la justice de ce pays excelle dans l'art de s'adapter aux situations les plus diverses. Justice aux ordres, son caractère de classe, s'il n'est plus à démontrer, ne l'entraîne plus pour autant à chasser systématiquement les gros sabots du manichéisme. Certes, rictus de haine et aboiements pour les pauvres, sourires mielleux et propos feutrés pour les riches constituent toujours l'essence de son infrastructure ; il est néanmoins des circonstances où les angles s'arrondissent. Entre l'infamie d'un procès comme celui de Croissant et l'incroyable existence d'un « syndicat » de la magistrature, la justice au quotidien distille une répression toute en nuances : c'est le plus souvent dans un halo d'ambiguïté qu'officent les grands prêtres des temples de l'ordre public.

Les deux procès qui eurent lieu à Bordeaux les 9 et 14 novembre témoignent de cette réalité judiciaire toute en ombre et lumière*.

Le 9 novembre, c'est les tripes nouées par l'émotion que les huit écologistes roynais inculpés pour « avoir soustrait frauduleusement un dossier d'enquête d'utilité publique à la mairie de Braud-St-Louis », se présentèrent devant la 4^e chambre correctionnelle du tribunal de Bordeaux. La présence de plusieurs centaines de personnes venues pour les « soutenir » faisait pourtant chaud au cœur, même si le caractère inhabituel en ce lieu d'une telle foule contribuait à faire monter la tension d'un cran.

Après avoir « expédié » quelques voleurs de cravates, le président Meyniel se décidait enfin à attaquer le gros morceau de la journée. Très vite, la personnalité bon enfant d'un président tout en paternalisme et en mauvais jeux de mots allait détendre l'atmosphère. Choix inouï, le tribunal écoutait avec intérêt les inculpés expliquer ce qu'ils entendaient dénoncer en ayant commis ce vol symbolique. Le procureur en bavait de rage. Il ignorait ce qui l'attendait. La quinzaine de témoins parmi lesquels Ellul, Mousset, le député PS de Saintes, le maire adjoint du Pellerin, des scientifiques, des paysans de Braud et des écologistes de la région allaient alors à loisir dépeindre les méthodes utilisées par le pouvoir et EDF pour imposer aux populations locales la construction d'une centrale nucléaire. Tout y passa : les pollutions irrémediables d'un tel choix énergétique, l'opposition unanime, diverse et permanente de toute la population du lieu, la parodie de consultation démocratique d'enquêtes d'utilité publique se déroulant après le début des travaux, la répression policière de tous les

instants... Inculpés et témoins se faisaient accusateurs et à travers leurs réquisitoires, c'est véritablement le procès du nucléaire qui s'est déroulé ce jour-là.

Devant le gouffre qui s'ouvrait devant lui, le tribunal semblait par instant pris de vertige et après la remarquable plaidoirie de Michel Touzet, il décida de s'octroyer huit jours de « réflexion » pour rendre son jugement. Ce dernier sera à l'image du procès : surprenant! Le tribunal réussira en effet le tour de force de relaxer les inculpés tout en se déclarant incompétent.

Le raisonnement est le suivant. La qualification juridique des faits reprochés aux inculpés est erronée : au lieu d'un « vol de documents administratifs », le ministère public aurait dû parler de « soustraction de pièces dans un lieu public ». La différence est d'importance car cette nouvelle qualification des faits survenus les fait relever des articles 254 et 255 du code pénal. En clair, les huit écologistes roynais auraient dû être jugés, non pas par le tribunal correctionnel, mais par les assises. Ils auraient alors risqué de cinq à dix ans d'emprisonnement. Cette relaxe conditionnelle frôle véritablement le délire de très près. Si le procureur se décide à faire appel de la relaxe, il devra trainer les écologistes devant les assises. Chiche!

Comme on peut le voir à l'énoncé de ce jugement, le président Meyniel est du genre cabotin. Le 14 novembre, ce fut de nouveau lui qui présida la séance et à cette occasion, il donna la pleine mesure de son « talent ». Franche partie

de rigolade que ce procès ubuesque**! Des inculpés teigneux, un président malicieux jusqu'à prendre plaisir à ridiculiser un pauvre bougre de gendarme qui n'en pouvait mais, un procureur de la république qui, s'il avait été un chien de l'ouest américain, aurait pu s'appeler Rantanplan, un commandant de gendarmerie littéralement ahuri de voir que tout le monde lui tombait dessus à bras raccourcis... tous les éléments constitutifs du vaudeville étaient réunis. Ce fut néanmoins bien loin de n'être que cela. Nous voulions expliquer, et nous y avons réussi, que l'abus de pouvoir d'un commandant de gendarmerie se prenant visiblement pour Lucky Lucke n'était que la partie visible de l'iceberg répressif qui sévit à Braud-St-Louis. La corrélation société nucléaire-société policière a constitué le fond de nos témoignages et si le tribunal s'est amusé à faire jouer au gendarme le rôle d'idiot du village, c'était tout simplement pour essayer de masquer cet aspect du problème. Le jugement sera dans la logique du procès : relaxe pour ma pomme, trois cents balles d'amende pour ma copine.

La mobilisation qui s'est opérée autour de ces deux procès aura sans nul doute permis de créer un rapport de forces favorables à la « clémence ». Que soient ici remerciés les membres des CAN et du groupe FA de Bordeaux qui furent véritablement les chevilles ouvrières de cette popularisation.

Cette vision stratégique des choses, pour fondamentale qu'elle soit, n'explique cependant pas tout. La personnalité étrangement cynique d'un président haut en couleur a également marqué ces deux procès. La justice, c'est aussi une affaire d'homme. Si à la place d'un Roy Bean malicieux ou souhant, prenant littéralement son pied en égratignant systématiquement procureurs de la république et gendarme, s'était trouvé un président « normal », nul doute que cela eut changé un certain nombre de choses. Pour ma part, je ne crois pas au hasard ; l'heure n'était pas à tanner les écologistes. Il suffisait alors de trouver l'homme de la situation. Le genre de juge que l'on serait presque tenté d'espérer voir siéger plus souvent si sous sa robe ne se cachait... le code pénal.

J.-M. RAYNAUD

* Voir les ML n° 286 et 284

** J'étais personnellement inculpé « d'outrage à commandant de gendarmerie pour avoir fait semblant de le photographier » et une copine comparaisait en même temps que moi pour avoir traité ce même gendarme de... voleur.

Jeudi 14 décembre
au foyer de la
résidence universitaire
de Bures-Nord
se tiendra
une réunion libertaire
à partir de 19 h 15

* * *

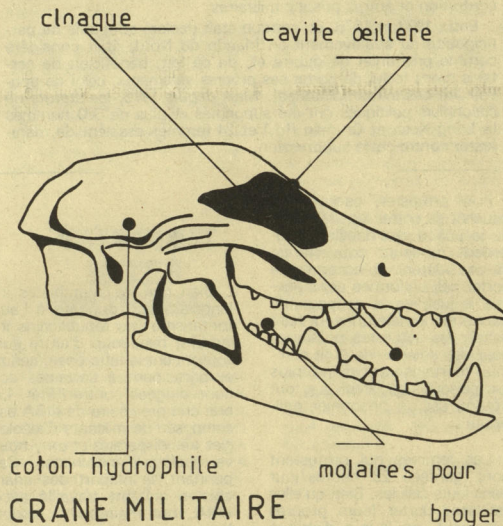
Dimanche 17 décembre
aura lieu
au patronage laïc
72, avenue Félix Faure
Paris 15^e-Métro : Boucicaut
une réunion-débat sur
L'HOMOSEXUALITÉ

J. ELLEM

HUMOUR, CRAYON ET VIEILLES BADERNES

J' ai eu le privilège d'assister, pour les lecteurs, à la reprise d'un spectacle bien parisien. Les places, quoique gratuites, étaient chères : il y avait un bon millier de personnes pour 40 places seulement. Une douzaine (qui connaissait le mot de passe : « Presse ») a eu, seule, la possibilité de suivre la représentation, jouée à huis-clos.

leurs corps. Passer ou trépasser ? Shakspearient! Puis c'est l'inévitable incident technique, la bande sonore se coince dans le magnétophone : pimpon-pimpon-pimpon. A cet appel, arrivée d'autres machinistes-pompiers, différents des autres, avec casques à visière et boucliers : c'est l'entrée en scène des traditionnels soldats grecs (figurants payés



La distribution

Tout d'abord une scène nue avec des bancs de bois cirés. Des machinistes (ou pompiers de service) bizarrement harnachés de képis, vareuses et chaussettes à clous. Puis des figurants déguisés en pingouins : corps tout noir avec jabot blanc. Enfin les choristes, dans le hall, prêts à entrer, en train de se dérouiller la voix. Après quelques coups frappés sur la porte par des spectateurs impatients, le premier acteur s'avance : crâne rasé, casquette de marinier à la main : Bernier dit Choron dans le rôle du civilement responsable. Le deuxième suit à quelques mètres, costume de velours foncé, allure sportive c'est Reiser dans le rôle du dessinateur insulteur. Un troisième pointe le nez dans l'embrassement de l'entrée des artistes : c'est un vieux sage aux cheveux blancs, très digne, qui va jouer le deuxième insulteur. Vous avez reconnu Cavanna. Pendant que Choron va serrer la patte de son pingouin favori, arrive le quatrième et dernier comédien. C'est le plus jeune, visage rond avec petites lunettes cerclées de métal qui tiendra son rôle habituel d'infâme insulteur-récidiviste (Cabu). Derrière lui se cache pour essayer de rentrer sur scène un petit gros à lunettes, aux cheveux frisés, Coluche, mais comme il n'est pas aujourd'hui dans la distribution, un machiniste-pompier le force à rester en coulisses.

Le spectacle

Les choristes attaquent fortissimo « Aux chiottes l'armée », poème repris par tous les spectateurs sous forme de répons. A l'intérieur, sur scène, les pingouins psalmodient : « C'est une honte, on n'a jamais vu ça ». Aussitôt, la foule, telle les chœurs antiques, entonne une Marseillaise ponctuée de « pouet-pouet » ironiques. Un pingouin spécial, méche sur l'œil, représentant la partie adverse hurle en pleine Fuhrrer : « Une bonne charge et hop, tous dans la rue ». Dès lors l'action se noue : la foule enfonce les barrières et les machinistes s'arqueboutent sur le chambranle en faisant rempart de

par le directeur du théâtre). La foule les insulte, les guerriers répondent à coups de pieds et de poings. A ce moment l'intrigue devient floue. Qui sont les acteurs, qui sont les figurants et où sont les spectateurs ? C'est un happening, tout le monde veut jouer dans la pièce, tout le monde veut monter sur l'estrade. Or l'auteur n'avait pas prévu tant de participants et il demande aux guerriers de nettoyer la place. Les spectateurs furent guidés vers la sortie, avec les ménagements d'usage, et salués par une double haie d'honneur tout comme pour une première à l'Opéra. Traditionnellement, vin, gâteaux secs et marrons glacés furent offerts dans les cars de Police-secours aux retardataires.

Mais le spectacle continue. A l'intérieur, une porte s'ouvre alors en fond de scène. Sur la partie haute du décor, trois nouveaux pingouins arrivent et s'asseyaient. Tout le troupeau assis se lève. Est-ce le début d'un ballet ? Non. Le pingouin nouveau, assis au milieu parle d'autre chose et je comprend qu'il s'est trompé de scénario. Fiasco, personne n'applaudit et, vexé, il décide de rejouer plus tard, en nous promettant de savoir son texte la prochaine fois car les bruits extérieurs l'ont troublé.

Reprise en février

En résumé, spectacle incisif et nerveux mais bordélique et sans suite dans l'action. Manque de finition et de sérieux.

C'est une pièce jouée au théâtre de la 17^e chambre correctionnelle, 2^e étage, boulevard du Palais à Paris. L'auteur est Yvon Bourges, les décors sont de Alain Peyrefitte, la mise en scène de Christian Bonnet. Avec les comédiens : Cavanna, Choron, Cabu, Reiser, et Schewin dans le rôle du juge. Les choristes fournis gracieusement par le Tout-Paris antimilitariste, soliste Maxime Leforestier. Cette pièce intitulée *Injures envers l'armée* se jouera le jeudi 22 février 79 dans le même théâtre. Retenez votre place dès maintenant. Il n'est pas souhaitable de se commander du journal.

J.J. JULIEN

TCHOU-TCHOU...

Le 24 octobre dernier, les lycéens et collégiens du Havre, passant à l'action directe, investissaient les voies de la gare du Havre, perturbant sérieusement le trafic ferroviaire - au grand dam des usagers et de la presse locale, dont la réaction fut à la hauteur de ce que l'on pouvait craindre... ou espérer. Cette action visait à promouvoir les principales revendications des manifestants, à savoir :

- Création d'une terminale « F8 » au lycée Claude Monet,
- Réduction des effectifs dans chaque classe,
- Droit de grève et d'organisation dans les lycées.

A la suite de cette joyeuse excursion, la SNCF, qui ne craint pas le ridicule, intente une action envers... UN lycéen, à qui elle réclame le remboursement de « dommages » causés par le retard des trains. Dommages estimés à 10 000 francs lourds... Tarif « étudiants »!...

Par un tract diffusé à l'entrée (ou la sortie, selon le point de vue) des établissements, la Coordination Lycéenne et Collégienne du Havre, rappelant les thèmes de revendication cités plus haut, dénonce l'attitude « ridicule et scandaleuse » de la SNCF, affirme sa résolution de ne pas céder au chantage, et sa solidarité envers le bouc-émissaire poursuivi individuellement pour sa participation à une « action de masse ».

Réclamant, comme de juste, « la suppression immédiate de cette mesure de répression », la Coordination lance un appel à l'unité des lycéens (-ennes) et collégiens (-ennes), « pour garantir le succès de nos actions futures!!! ».

A suivre, donc.

On le voit, les choses vont... bon train.

Irlande

PRISONNIERS EN COUVERTURE

La terreur policière est monnaie courante en Irlande du Nord. La police royale d'Ulster (RUC) et les forces de sécurité britanniques utilisent régulièrement la torture pour obtenir des confessions ou pour intimider ceux qui s'opposent au contrôle britannique.

Comme l'a déclaré le brigadier Franck Kitson, un expert militaire anglais grand spécialiste en torture (il a exercé cette forme d'interrogatoire pendant des années en Malaisie, au Kenya et à Aden) : « Il existe d'autres armes que la loi dans l'arsenal du gouvernement ». L'arsenal comprend en effet des camps de concentration et autres prisons militaires.

Entre 1972 et 1976, quiconque était déclaré coupable de participation au soulèvement en Irlande du Nord, était considéré comme prisonnier de guerre et, de ce fait, bénéficiait de certains droits (celui de porter ses propres vêtements, celui de pouvoir lire des livres politiques). Mais depuis 1976, les statuts de prisonniers politiques ont été supprimés et plus de 300 hommes (à Long Kesh et Crumlin Rd.) et 24 femmes essaient de manifester contre cette suppression.

Pour protester, les hommes refusent de porter les uniformes de la prison et s'habillent seulement de leurs couvertures. Ils considèrent qu'accepter de porter ces uniformes contribuerait à justifier la propagande gouvernementale qui veut faire passer les activistes politiques pour des détenus de droit commun (certains vont même plus loin puisqu'ils déclarent que tout détenu est un prisonnier politique).

Les femmes qui protestent sont gardées 23 heures/jour dans leurs cellules. Bien qu'elles puissent porter leurs propres vêtements, on leur a distribué des uniformes, et probablement que très bientôt elles seront obligées de les porter, auquel cas elles se joindront à leurs compagnons pour ne porter que leur couverture, en signe de protestation.

Même quelques loyalistes (activistes pro-britanniques) se sont joints à la protestation et ont refusé de porter l'uniforme. En mai, environ 6 000 personnes ont manifesté dans les rues de Belfast pour manifester leur solidarité avec les prisonniers en couvertures. Le manque de statuts politiques rend difficile l'organisation de manifestations ou autres actes de solidarité. Cependant, en dépit de ces difficultés, un grand nombre de groupes de soutien aux détenus se sont créés pour faire face à la répression. Par exemple, en réponse aux brutalités exercées à Long Kesh, le plus connu des camps de concentration d'Ulster, un groupe appelé Green Cross s'est formé dans le but de réunir des fonds destinés à venir en aide aux familles des prisonniers et aux prisonniers eux-mêmes.

Un groupe particulièrement actif est le comité d'aide aux prisonniers, qui est à Londres. Il édite un bulletin, les nouvelles du CAP, et organise des meetings d'information et des manifestations de soutien aux prisonniers Irlandais détenus en Irlande et en Angleterre. En juillet a eu lieu à Londres la plus grande manifestation de soutien depuis 1974. Plus de 3 000 personnes ont manifesté. Etaient présentes des personnes d'horizon divers puisqu'avec les anarchistes et les gauchistes manifestaient des travaillistes et la communauté irlandaise de Londres.

Malheureusement, le CAP a la fâcheuse tendance à se considérer comme le seul et unique représentant du mouvement de soutien aux prisonniers. Alors que le mouvement syndical irlandais combat aussi contre la torture utilisée par la RUC et l'armée anglaise, il organise de nombreuses manifestations, deux d'entr'elles ayant réuni plusieurs milliers de personnes à Belfast.

* * *

Bien que les anarchistes irlandais soient opposés à l'autoritarisme des républicains irlandais, beaucoup d'entre eux soutiennent la lutte des détenus et participent à certaines actions dirigées contre l'Etat. La branche provisoire de l'IRA est composée de militants d'idéologies très disparates et on y trouve quelques anarchistes. Cependant, la plupart des anarchistes qui ont travaillé avec l'IRA, ont maintenant rompu leurs attaches avec ce groupe, ceux qui restent le faisant pour des raisons tactiques, considérant que la priorité est de mettre les anglais à la porte de l'Irlande et sachant très bien qu'à l'heure actuelle seule l'IRA représente une force capable d'engager et de soutenir la lutte contre l'armée britannique.

La récente activité des anarchistes irlandais s'est surtout concentrée sur l'affaire Murray. Mary et Noël Murray sont deux anarchistes accusés du meurtre d'un flic. Ils ont échappé de justesse à la potence et purgent actuellement des peines de prison à vie.

Il arrive que certaines actions de police ou incidents officiels relatés dans la presse officielle anglaise. Car, comme Franck Kitson se déclare : « Le gouvernement doit pouvoir faire connaître sa juste cause et saper celle de l'ennemi, et cela suppose une campagne soigneusement planifiée et orchestrée ». Cette campagne se manifeste par une déformation des événements dans le but de dissimuler la vérité sur la répression en Irlande. Un pamphlet, publié par un groupe appelé « Les femmes irlandaises en guerre », explique ce processus : « Comme la défini Kitson, l'armée a développé un système sophistiqué d'intoxication en Irlande du Nord. Un travail complexe des officiers consiste à ne faire passer par les journalistes que les informations et l'opinion de l'armée sur les événements. Ainsi l'assassinat de Marjella O'Hara, une gosse de 13 ans, abattue l'année dernière par un soldat, devient, selon l'armée et l'Etat, l'œuvre d'un tueur fou ».

En juin, des techniciens de la télévision, à Londres, qui réalisaient un documentaire sur un « centre de détention » près de Belfast se sont mis en grève quand les autorités de radiodiffusion ont décidé de le remplacer par une comédie. C'était la première fois que des techniciens manifestaient pour affirmer leur droit de dire la vérité. Les méthodes de Kitson sont utilisées au pied de la lettre en Irlande et commencent à l'être en Angleterre...

D'après Open Road

INFORMATIONS INTERNATIONALES

Allemagne

ON REPARLE DE LA RAF — Le 18 octobre 77, Baader, Raspe, Gudrun Esslin mouraient tragiquement - et mystérieusement - dans la prison modèle de Stammheim et Ingrid Möller était trouvée blessée de quatre coups de couteau dans la poitrine. Il était prévisible que l'anniversaire de cette tragédie serait marquée par quelques manifestations. A Hambourg, le 18 octobre dernier, 200 manifestants se réunissaient malgré l'interdiction des autorités. Ce fut l'occasion d'un énorme déploiement des forces policières qui bloquaient tout un quartier, faisant évacuer un cinéma et fouillant les assistants. Cette intervention massive n'eut en aucun cas le caractère d'une « lutte sanglante » comme on pouvait le lire dans le *Bildzeitung* toujours prompt à terroriser la population.

A Lübeck eut lieu à la même date une tentative d'incendie du palais de justice qui échoua. A Francfort, de fausses alertes à la bombe troublèrent des grands magasins. A Hanovre, un explosif destiné au tribunal... n'explosa pas.

Le 6 novembre, 2 « kommandos » de membres de sympathisants de la RAF ont occupé à Francfort les bureaux de l'agence de presse DPA, ligoté le personnel et utilisé les téléscripteurs pour transmettre un long communiqué (envoyé par la suite à divers journaux) protestant contre les conditions de détention de Dellwe à Francfort et de Hoppe à Hambourg. Tous deux sont dans un état critique et le ML a déjà signalé le cas de Hoppe. Onze membres du kommando ont été arrêtés sous l'inculpation d'association criminelle et de complicité avec la RAF. Le communiqué se termine par un appel à la guérilla et à la lutte anti-impérialiste.

APPEL AUX ANTINUCLÉAIRES

Le comité de citoyens pour la défense de l'environnement, de Paderborn, a lancé un appel à tous les comités de lutte anti-nucléaire en vue d'une rencontre et un comité d'organisation prépare une première réunion en décembre. Ce projet fait suite à une conférence régionale des comités de citoyens tenue à Göttingen et à une conférence analogue pour le land Rhénanie du nord-Westphalie tenue à Duisbourg. Le référendum autrichien devrait être un stimulant pour tous les anti-nucléaires.

Autriche

L'AVENIR DE KREISKY — Le référendum du 5 novembre continue à faire parler de lui! On fait état de certains résultats locaux. A Vienne même les « oui » l'ont emporté (55,5%) mais dans le Tyrol (65,7%) et dans le Vorarlberg (84,4% de « non ») l'opposition au chancelier Kreisky a triomphé avec l'appui du parti populaire OVP de droite. Un résultat qui peut paraître paradoxal, à Zwentendorf - où les habitants étaient plus qu'ailleurs directement concernés! - il y a eu 56% de « oui ». Le chancelier Kreisky reste impavide : un perdant rayonnant, comme dit le *Wiener Kurier*! Un homme

irremplaçable puisqu'il conserve la confiance (!) du parti social-démocrate, bien qu'une forte partie de celui-ci ait voté « non ». Son maintien au pouvoir, malgré un vote qui aurait dû entraîner sa démission, est un véritable coup de poker en vue des élections qui auront lieu dans un an : « s'il a raison, c'est pour lui un triomphe total, s'il se trompe, il est politiquement fini! » (*Wiener Kurier*).

suisse

BÂLE — Le ML a signalé en son temps la tenue à Bâle, les 24 et 25 juin, d'une réunion de coordination pour préparer une démonstration internationale contre les centrales nucléaires pour la Pentecôte 79. Une seconde réunion préparatoire eut lieu en ce début décembre à Bâle et doit établir le détail de la manifestation. En particulier, les délégués devront être mandatés sur la question controversée du moratoire pour l'implantation des centrales nucléaires : en effet, au moratoire s'oppose le refus inconditionnel de toute implantation. Ces divergences ne doivent pas être un obstacle à une participation massive à la démonstration prévue pour les 2 et 3 juin 1979.

hollande

DANS LE LIMBOURG — La fédération libertaire « Circus Ana » réunit des groupes de la pointe méridionale du Limbourg (Maestricht, Kerkrade, etc.) et défend le dialecte local. Elle a organisé le 4 novembre une manifestation artistique inspirée par le mouvement Dada, avec les concours d'un ensemble anarcho-syndicaliste de Rotterdam, un discours de l'architecte Kroll sur l'architecture créatrice, du jazz, de la musique « mécano-magique » et la projection de films : entr'acte, L'âge d'or, Ballet mécanique.

Ce courant artistique a inspiré des cercles locaux de Maestricht et une revue scolaire a

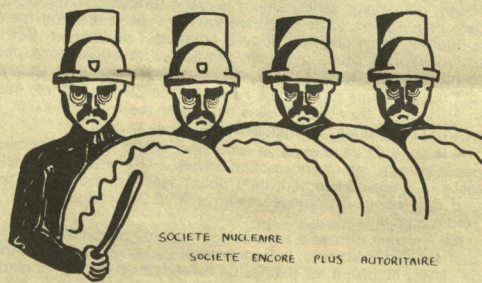
paru en dialecte local : *La lanterne noire*. Elle proclamait la révolte contre le système scolaire et a été l'objet des interdictions des directeurs d'écoles. Le titre a été changé en *Tête de bombe* et un comité de soutien de la revue s'est constitué.

belgique

AUX URNES — On votera - vote obligatoire - en Belgique le 17 décembre. Le ministre VDB n'aura été que de transition, mais « nous nous trouvons à un moment crucial de notre vie nationale » (déclaration ministérielle de VDB). Evidemment le bilan des deux gouvernements Tindemans n'a pas été brillant : 350 000 chômeurs complets ou partiels quand Tindemans a formé son second gouvernement. Avec le concours du ministre socialiste du travail, on est arrivé en juillet 78 à près de 490 000 chômeurs. Un record si on tient compte du chiffre de la population! En échange d'une promesse de régionalisation, le parti socialiste belge a accepté la loi anticrise : aide généralisée aux PME, exemption de l'impôt pour les entreprises qui investissent, chasse aux chômeurs, pouvoirs spéciaux jusqu'à la fin décembre 1978. Cette politique anti-ouvrière a l'estampille socialiste et Spi-taels, ministre socialiste du travail, avoue cyniquement le rôle du PSB : « Les travailleurs et leurs représentants ont vu dans l'arrivée au pouvoir d'une équipe gouvernementale qui leur est proche un motif suffisant pour reprendre le dialogue dans un climat plus serein ».

Ainsi le rôle des socialistes belges est de faire avaler au bon peuple la pilule amère de l'austérité! La foire électorale s'ouvre en Belgique : PSB et chrétiens sociaux (collaborant dans le même ministère) vont s'affronter - si on peut dire. Et dans cette période - cruciale, selon VDB - une grave question préoccupe tous les politiciens. Doit-on réviser la constitution qui proclame que « les pouvoirs du Roi sont héréditaires de mâle en mâle » et permettre, le cas échéant, à une reine de monter sur le trône de Belgique. De qui-se fout-on ?

Allemagne, Autriche, Suisse, France, etc., UN MÊME PROBLÈME



APPEL

Les camarades travaillant chez Citroën et Carrefour désirant avoir des contacts dans ces mêmes entreprises en Italie peuvent écrire à

Pour Citroën FRANCO

Gr. Lotta Anarchica 255 viale Monza 20 - MILAN

Pour Carrefour PASQUAL - même adresse

Chronique du spectacle vivant

ROCK

Création

Dans les années 45/50 c'était une musique purement utilitaire. Les concerts rock n'existaient pas et il s'agissait seulement d'un nouveau pas de danse compilant les rythmes du swing et du be-hop. Les paroles uniquement bouche-trous et niaisées du début (Bill Haley et ses Comètes) se peaufinèrent progressivement sous l'influence des chansons marginales de l'époque (Woody Guthrie, Lenny).

Révolution

Dès lors, deux styles se formèrent. Le premier a gardé son caractère spécifique de musique de danse (Martin Circus en France par exemple), le second, en se libérant du rythme carré et de la structure straight, a débouché sur le pop-rock et le hard. Les paroles ont suivi le même cheminement. De simplement banales ou nulles, elles sont devenues pour la plupart franchement contestataires, voire révolutionnaires.

La naissance et le développement de cette musique sont évidemment liés aux problèmes sociaux de notre époque (comme d'ailleurs pour le jazz au début du siècle). Elle est devenue contestataire par la force des choses suite à la faillite de l'adaptation à notre temps de la musique dite « sérieuse ».

Evolution

En France, le rock est resté à l'écart du grand public, musique trop longtemps complexée par sa naissance américaine. Pour exister vis à vis de leurs fidèles (souvent puristes pointilleux) les musiciens français ont dû s'inspirer voire plagier carrément le papa américain. Pour cette raison, les textes étaient uniquement en anglais. On arrivait à ce paradoxe : les groupes composaient en français et faisaient traduire puis leur public cherchait à son tour un traducteur pour faire l'inverse. Il y avait une sorte de snobisme expliqué par le fait que la langue française sonne mal.



Ce temps semble révolu. La grande majorité des groupes s'est débarrassé de ce complexe

d'Oedipe et compose en français. Reste un petit fond de culpabilité d'avoir tué le géniteur : les textes sont inaudibles. A ma connaissance, aucun chanteur de groupe rock n'est entendu aussi bien sur scène que sur enregistrement. Cela pour plusieurs raisons : d'abord une prononciation déformée par le culte des ancêtres (on dit Rlôck pour rock de façon à être dans le « style »), le matériel souvent pourri, les sonorités sont le plus fréquemment choisis parmi les sourds et surtout les chanteurs ne sont pas assez sûrs de leurs textes. Il faut que les groupes comprennent que le rock, s'il doit rester musique, est néanmoins lié à des paroles car la partie musicale à elle seule ne peut être qu'un reflet partiel des thèmes exposés. En oubliant cela, le rock resterait une expression figée dans des canons de normalité, swingant cool ou vibrant, peut-être, mais condamné car non-évolutif. En faisant l'inverse (textes sur une musique inepte) le rock-punk en est la démonstration par l'absurde, caricaturale et mort-née.

Stop

C'est pour cela que le groupe Stop (actuellement en concert au Troglodyte) paraît un groupe charnière dans le rock (préfiguré par Little Bob et Téléphone et Marie). Il a, comme tous, les défauts de croissance expliqués précédemment, mais on sent son désir de sortir de la période de piétinement du rock en France.

Son principal atout est une musique et une sonorité tout à fait personnelles, dans une mise en place technique de haut niveau. Il évite trois écueils : la pauvreté harmonique du rock « traditionnel », la naïveté des textes (je t'aime my baby, reviens) et la sophistication intellectuelle et technique.

J'ai aimé de très bons breaks, faisant pulser des mélodies exceptionnellement riches. Il faut noter des crescendo bien venus qui donnent à l'ensemble un style et surtout l'intervention des chœurs (qu'on aimerait un peu plus fréquente). Si un ou deux textes paraissent timides, ils laissent néanmoins présager de la venue de paroles plus incisives annoncées dans le thème de Bidon, par exemple.

mule originale qui s'affirmera car leur style très personnel plaît par sa limpidité voulue et le son particulier.

CONVIVIAL

C'est l'exemple du lieu convivial. Au départ un café-théâtre qui s'est transformé en centre de rencontre, ateliers, spectacles, soirées de soutien, après-midi des enfants, etc. A l'origine la première équipe a tenté de servir de liaison aux associations de quartier. La seconde a finalement reporté sa sympathie sur des groupes vivant une expérience similaire : Le Canard du 13^e, le restaurant Temps des Cerises, le Théâtre à bretelles.

Ce lieu est géré par un collectif pour la partie matérielle commune et les spectacles du soir. Chaque activité d'atelier est autonome et participe aux frais suivant son importance : danse, théâtre, solfège, ateliers d'enfants, atelier musique folk assuré par l'association La Vieille Herbe (qui prend en charge le spectacle tous les mardis soirs). Chaque autre soir un spectacle différent est présenté : clown, musique classique, jazz, chansons, café-théâtre.

Cet exemple de structure ouverte tant dans les genres abordés que dans le système de gestion (sorte de fédération de petits collectifs aux expressions différentes tendant vers un but commun) semble avoir trouvé sa stabilité et la maturité nécessaire pour tourner efficacement. Bien sûr, ce fonctionnement doit affronter l'extérieur c'est à dire le système dans lequel nous vivons. D'où problèmes aigus pour boucler le budget, aggravés du fait que le collectif ne

fait pas la course aux subventions.

Les prix sont les plus bas de Paris grâce au biais des cartes d'abonnement et des entrées genre club privé : 8, 12, 15 F selon les cas ou les spectacles présentés. Les prix d'inscription aux différents ateliers de l'après-midi sont variables mais restent environ deux fois moins élevés qu'ailleurs.

Le 28 rue Dunois propose tant de spectacles et d'activités que le mieux est d'aller se renseigner plus précisément sur place. En vous recommandant du journal vous trouverez le meilleur accueil. De plus, vous verrez un bon spectacle et vous passerez, à coup sûr, une belle soirée.

COMLOT INTER NATIONAL

En ce moment au Théâtre de Dix Heures à Paris, sévit un provocateur récidiviste et redoutable. Non content de se fâcher avec la gauche, de se brouiller avec l'extrême-gauche, de ricaner bêtement sur la majorité, le voilà qui s'attaque au fondement même de notre civilisation : la famille. Son spectacle n'est qu'une suite de ba-

vements sur notre société libérale avancée, nos institutions républicaines, nos chefs, notre Dieu et nos femmes Françaises. Pour résumer cette pièce, ou plutôt ce supplice, il s'agit de la vie d'un couple qui nie le travail, ridiculise la famille et vomit sur la Patrie.

Le scénario est pauvre et immoral : histoire de gens sans intérêt vivant dans le péché (ils couchent ensemble sans être mariés et refusent le sacrement du mariage). Le texte est ordurier : par exemple le « mari », en colère, dit à sa « femme » : va te faire foutre et elle LE FAIT! Ce qui est dégoûtant. Pire, elle va le faire (dans l'escalier!) avec le concierge donc sous-entendu avec un portugais, un arabe ou quelque chose comme ça.

Puisqu'il le faut, je fais mon devoir de Français. Je dénonce à Monsieur Darquier-à-la-belle-voix et aux forces saines et vives de notre race, un agitateur professionnel : Jean-Paul Sèvres (ce nom est d'ailleurs un pseudonyme camouflant une appartenance à une race cosmopolite, je n'en dis pas plus).

Dans le même sac, fourrons Sophie sa « compagne ». Pas de pitié pour elle. Qui se ressemble s'assemble.

A ignorer. Pire : à fusiller!

J.-J. JULIEN

AU SERVICE DE DIEU

La crapule ecclésiastique montre les dents en la personne de l'révérent père Bruckberger qui, à propos de la collaboration, pavanait sa bure blanche sur les plateaux d'Apostrophes. Il était résistant, lui, il fut même arrêté et condamné à mort. Une femme intervient auprès de Darlant et obtient sa grâce. A la libération, lors de l'épuration, Bruckberger a le pouvoir de solliciter la grâce de certains fachos, dont Darlant. La charité chrétienne a voulu qu'il la refusât...

On ne pleurera pas sur le sort de Darlant, non, mais on remarque déjà ce que peut être l'interprétation de la foi chrétienne.



Face à Combelle, l'intellectuel ancien rédacteur en chef du canard fasciste Révolution nationale, ami de Drieu la Rochelle, ne reniant pas son passé, face à Amoureux analysant les différences à ne pas confondre entre pétainisme et collaborationnisme (comme si le sang qui coula ne fut pas le même), face aux autres participants, le plus odieux reste ce dominicain dont l'ordre demeure tristement célèbre, pour sa participation à l'inquisition ou à la répression du catharisme. Et diable! qu'y a-t-il de changé?

Bruckberger se fait pourvoyeur de mort quand il prétend que la guerre est belle, qu'elle est une magnifique aventure d'homme, qu'il l'aime, car, dit-il, « on est à tout moment prêt à rejoindre Dieu... »

Tuer est donc pour lui un moyen d'expédier les âmes auprès du père créateur et sénile. On comprend mieux alors qu'il soit prêt à recruxifier celui pour qui il s'agenouille chaque jour. Il est vrai que son livre de chevet lui donne bonne conscience et que la Bible n'a rien à envier à Mein Kampf...

Les églises et les religions portent en elles tous les germes du fascisme, et croix gammée ou croix chrétienne, Hitler ou Bruckberger sont du même combat.

CHARIC

VIENT DE PARAÎTRE

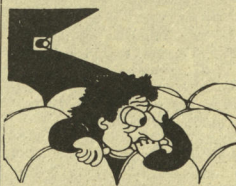
LA CRISE DE L'ANARCHISME

de Luigi Fabbri

Préface de Jean Barraù

Editée par le groupe Malatesta

En vente à Publico 7 F



CINÉ-CLUB DU 19 JUILLET

7, rue du Muguet Bordeaux

Samedi 16 décembre

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER

de A. Zulawski

Pour survivre, Nadine, petite actrice, tourne des films pornographiques. Elle rencontre Servais qui l'attire beaucoup; mais il y a Jacques, son mari, qu'elle aime. Une épopée wagnérienne où les acteurs sont des pantins, les clowns d'une farce tragique...

A chaque séance, un court-métrage et un reportage vidéo abordant différents thèmes touchant Bordeaux et sa région, seront projetés.

L'ÉQUIPE POUJADISTE MARCHAIS-CHIRAC OCCUPE LE TERRAIN

(suite de la page 1)

permis de grimper, leur permettra de se maintenir à la première place. Politique de reitres, de soudards qui écœurent les réactionnaires distingués bien de chez nous, qui exploitent les hommes à l'abri d'un langage, d'une culture, de manières de bonne compagnie qui ont fait leurs preuves mais qui, comme le vernis, s'effritent sans les secours.

Et dans cette période difficile où des usines ferment, où le chômage augmente, où les faillites se précipitent, où le marché extérieur se rétrécit, où les hommes vivent repliés sur eux-mêmes, cramponnés au passé, effrayés par l'avenir, l'heure de l'affrontement entre les grands fauves et les bêtes de races semble arrivée. Dans toute la classe politique d'ailleurs, et un Mitterand est très près d'un Giscard et comme lui prêt à s'abriter frileusement sous le droit, la justice, la raison. Quel droit, quelle justice, quelle raison ? Je ne dirais pas ceux de leur classe mais ceux de leur monde, héritage d'une aristocratie de l'esprit en voie de disparition. Pour Marchais, homme du peuple, et Chirac le condottiere, le ciment, à travers leur désaccord sur le but à atteindre et la classe nouvelle à hisser au pouvoir, c'est le jacobinisme qui les unit étroitement. Ils feront des efforts inouïs pour

convaincre les peuples de leurs différences, qui sont réelles mais ils ne convaincront personne de la différence de leurs méthodes pour se hisser au pouvoir. En 1934, les communistes allemands, comme les hitlériens, tapaient avec allégresse sur un centre humaniste allant des socialistes aux démocrates-chrétiens, quitte à régler leur compte une fois l'adversaire écrasé. Oui l'équipe Marchais-Chirac est bien dans une tradition qui remonte bien au-delà de l'histoire contemporaine.



Elections européennes AUX URNES !!!

Allez lire la brochure émise par le secrétariat général du parlement européen, on croirait lire les mots de Proudhon qui, en 1864, s'indignait de ce que seules les candidatures industrielles, commerciales, militaires, journalistiques, avaient accès au corps législatif.

En effet, cette brochure nous dit que l'essence même de cette organisation est l'exercice par les citoyens d'un contrôle démocratique que peut seule véritablement effectuer une assemblée parlementaire. Enfin, voilà la mainmise des industriels, des économistes et des fonctionnaires sur les parlements ! On s'en réjouit d'autant plus qu'à la vue des premiers candidats, il n'y a aucun doute sur la crédibilité de ces dires : Willy Brandt, Franz Josef Strauss, François Mitterand, Edgar Faure, Giovanni Agnelli, Léo Tindemans et le premier ministre luxembourgeois Thorn.

Jusqu'à présent, ce sont les parlements nationaux qui éliminent les parlementaires européens au nombre de 198. Maintenant on fait appel aux citoyens pour cautionner les décisions et les actions menées par les capitalistes de tous poils à l'échelon du vieux monde. Il est d'ailleurs dit dans cette brochure que « le futur parlement européen directement élu disposera d'un immense patrimoine grâce auquel il pourra organiser sa propre action légitimée par le consensus populaire ». Et voilà, les décisions seront prises loin du train quotidien puisque le peuple a voté !

On nous dit aussi que grâce aux élections directes, les citoyens participeront pleinement à la construction de l'Europe. Ah ? Que faisaient-ils jusqu'à lors ? Agissaient-ils en tant que

« Ecoutez braves gens, qu'ils disent, désormais vous serez responsables ». L'Europe de l'énergie atomique s'est faite sans

vous, mais sitôt les élections passées, vous l'aurez cautionnée. Le procédé pour vous faire représenter est toujours le même, vous féconderez l'urne de « vos choix » en envoyant un représentant dont vous ne savez rien, si ce n'est, pour certains, que l'image qu'ils donnent d'eux ou que l'on donne d'eux. Pour ce qui est de leur compétence, rien à craindre, pour la plupart ils ou elles cumulent les fonctions (maire, député, conseiller), de quoi en somme parfaitement remplir son rôle.

Le peuple n'exerce même pas de contrôle sur son propre parlement et l'on voudrait nous faire croire qu'il sera souverain sur celui de l'Europe alors que les concertations entre ministres des Affaires Etrangères sont confidentielles. On nous raconte encore que par ces élections l'électeur disposera d'un pouvoir de plus en plus grand sur la politique de la communauté. Mais nom d'un chien, ce pouvoir il s'en défait et s'en remet à un député qu'il ne connaît même pas, ces mêmes députés n'ayant pas pu avoir d'agissement sur les décisions des administrations européennes du conseil et de la commission. Et voilà que par l'opération du St-Esprit le suffrage universel résoud tout. Quant à la possibilité de discuter du principe du parlement, il n'en est même pas question. Affiches, tracts, radios, télé, vont nous assommer de propagande, tout cela étant émis par les partis traditionnels qui, de la droite à la gauche, ne rêvent que de parlementarisme, de succès électoraux et de palabres loin des foules. Qu'il nous soit permis d'avoir un doute sur la capacité politique des citoyens qui s'en iront choisir de nouveau leurs exploités en collaborant à la classe de leurs oppresseurs.

Denis
(Gr. Delgado-Granados
Rouen)

Naturellement, dans ce jeu politique, ces hommes sont projetés au premier plan, sont le reflet de ceux qui les entourent, à moins que ce soit eux qui marquent leur entourage. Entre ces deux manières de voir le rapport des chefs avec le peuple, la marge est étroite. Les difficultés de tous ordres qui attendent la société libérale, le fossé qui sépare ces deux types d'hommes ne peut aller qu'en s'accroissant. Bien sûr, tant que subsistera dans leur esprit l'espoir que le dévoiement de l'économie se stabilisera et qu'il suffira d'une mutation dans les structures économiques pour arrêter, après des sacrifices douloureux, la déstabilisation du régime, les coups de gueule d'un Chirac s'arrêteront à la limite nécessaire pour que le régime du capital continue, mais lorsqu'il aura pris vraiment conscience que les transformations et la mise au pas du système deviennent nécessaires pour sauver l'essentiel, alors l'aventure fasciste sera proche et nous assisterons à la destruction de la démocratie parlementaire sous les coups du jacobinisme à deux visages, celui du totalitarisme stalinien associé à celui du totalitarisme réactionnaire avec, comme perspective finale, l'affrontement entre ces deux jacobinismes alliés et opposés pour savoir quelle classe dirigeante se substituera à la démocratie.

Et le peuple me direz-vous ? Le peuple, il pense ses plaies, compte ses chômeurs, participe aux rites républicains en espérant que ces incantations lui ramèneront la paix, la sécurité, le sentiment délicieux de l'irresponsabilité dans lequel il s'est longtemps complu. Le peuple est spectateur ! Avec une difficulté étonnante à se rendre compte qu'au fond c'est de lui qu'il est question et que c'est de lui que ces grands requins de la politique entendent se repaître. Parfois, généralement tard, parfois trop tard, le voile se déchire, le peuple se dresse et les politiciens filent, l'oreille basse, la queue entre les jambes. Pour que ces périodes soient positives il faut que le peuple puisse s'accrocher à une idée qui sert de levier pour soulever le monde. C'est à quoi nous travaillons, nous les anarchistes !

Pour l'instant, l'équipe Marchais-Chirac occupe le terrain. « Allez les jaunes ! ». Mais l'équipe Mitterand-Giscard n'a pas dit son dernier mot. « Allez les mous ! ». En attendant que le spectateur dégouté renvoie les équipes au vestiaire, le jeu continue. Les coups pleuvent, les astuces s'élaborent dans le secret des officines. On en appelle à la patrie, on réclame l'aide des supporters extérieurs qui de leur côté sont bien en peine de soutenir leur équipe. « Allez Giscard... Vas-y Chirac ! »

Quelques dates ont dans l'histoire marqué la fin de ces matches homériques : 1789, 1871, 1917. Tâchons cette fois de ne pas loucher la prochaine.

Maurice JOYEUX

PROCHAIN DOSSIER
A PARAÎTRE
DOSSIER
SANTÉ
RÉALISÉ PAR LE
GROUPE D'ANNECY

L'ESPAGNE N'EST PAS DIFFÉRENTE

Le 6 décembre, un peu moins de 70% du corps électoral espagnol s'est rendu aux urnes pour se prononcer sur la Constitution issue du consensus parlementaire espagnol.

88% des votants ont dit OUI après une intensive et assommante propagande télévisée qui rappelait les meilleurs temps du franquisme (qu'on se souvienne du référendum national du 14 décembre 1966 pour la loi organique de l'Etat).

Quelques 8% de franquistes nostalgiques, bien dans leur élément, comme poissons dans l'eau, ont dit NON, joints aux trotskistes qui, cette fois, au lieu de se ranger au côté des grands partis de gauche, se sont alignés sur les grands partis d'extrême-droite. Les votes blancs et nuls ont été de 4%.

LES BONS ET LES MÉCHANTS

A la télévision, sur la troisième chaîne, pour clore les programmes quotidiens, on a droit, chaque soir, à « Soir 3 ».

« Soir 3 », c'est une sorte de journal télévisé où informations et commentaires sont fournis à une vitesse grand V. Une seule règle : ne pas s'entendre sur les sujets.

Ce qui devrait faire plaisir au responsable de l'émission, c'est qu'il y a au moins un « journaliste » qui a compris toute l'étendue de sa tâche et surtout ce qu'on lui demande : c'est l'envoyé spécial à Madrid !

S'agissant des élections du 6 décembre, le correspondant en question ne se perd pas dans les détails, c'est le moins qu'on puisse dire. Il résume l'affaire à peu près ainsi : « Les électeurs espagnols avaient aujourd'hui à se prononcer sur la constitution qui leur est proposée. D'un côté, les partisans de la démocratie, c'est-à-dire la grande majorité des partis politiques espagnols ; de l'autre... les nostalgiques du franquisme ! Ici Madrid, à vous Paris ».

Enlevé, c'est pesé ! Il aurait pu dire : d'un côté les bons, ceux qui votent « oui », de l'autre les méchants, ceux qui votent « non » ou qui s'abstiennent. C'était encore plus court et tout aussi débile.

Allez, information suivante !...

Hélène VARELIN

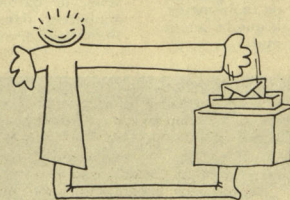
C'est curieux !... Ceux qui, toujours, nous avaient affirmé que le référendum était antidémocratique, ont renversé cette fois tous leurs efforts pour tenir le langage contraire, pour nous faire voter.

Mais, finalement, nous voilà maintenant aussi modernes que n'importe quel Européen. L'Espagne devient un autre pays constitutionnel démocratique, un Etat de droit, ou, mieux, de « droits ».

Le ministre secrétaire général du mouvement du dernier gouvernement de Franco est devenu, « démocratiquement », le président du gouvernement démocratisateur en préparant un référendum pour approuver la réforme.

De cette façon, la « rupture » démocratique s'est transformée en un souhait frustré supplémentaire pour la majorité des Espagnols, les antifranquistes en général.

Une fois approuvée la loi de la réforme, les élections du 15 juin 77, auxquelles participa aussi la gauche, donnaient démocratiquement un autre président, qui restait d'ailleurs le même, Suarez, et qui, avec l'habileté à mener une politique parlementaire de consensus, s'est transformé en président du gouvernement d'un pays constitutionnel. Ainsi, nous voyons mieux quelle a été la participation du peuple dans tout le processus de changement : un référendum pour dire OUI ; des élections pour dire ceci, cela, ou autre chose, et un autre référendum pour dire OUI !



La gauche parlementaire a démontré son inefficacité et son impuissance dans l'élaboration consensuelle d'une constitution de droit. Les pactes de la Moncloa et les élections syndicales, telles que le gouvernement les voulait, ont formé l'autre consensus politique, économique et social mené à bien par les grandes centrales syndicales (socialiste et communiste), avec la même orientation suivie par leurs représentants au parlement.

Quand nous avons essayé de dire notre opinion dans des manifestations, il y eut à plusieurs reprises des « accidents » mortels causés par les balles de la police quand celle-ci tirait en l'air pour imposer l'ordre. C'est que nous, les travailleurs espagnols, nous avons beaucoup de malchance : chaque fois que nous laissons exploser notre colère, nous sommes atteints par les balles de la police...

Mais il ne faut pas se préoccuper, à partir de maintenant, la répression sera de consensus... Désormais, nous avons dit OUI, et les assassinats de travailleurs seront constitutionnels, même le coup d'Etat est prévu et admis dans la constitution espagnole. De cette façon, si l'extrême-droite et le Capital se fatiguent un jour de la démocratie, ils pourront chercher un caudillo pour ce coup d'Etat, et tout cela sera constitutionnel.

C'est la constitution du consensus... Comme le disent si bien la droite et la gauche, c'est une constitution pour tous !...

Ah ! ce qu'il faut faire pour gagner sa vie, quand on est politicien !...

Jesus GARCIA — Secrétaire aux
Relations Internationales de la CNT